

Avec la Cgt 04

L'action,
C'est maintenant !

Le bulletin de l'UD 04

Union Départementale
Des syndicats CGT
des Alpes de Haute Provence

« Ensèn »



Sommaire

Edito d'Alain Bard
(suite)

2

Toutes et tous en
grève le 9 avril !

3

L'hôpital de Digne en
lutte

4

Lutte à Sanofi
Sisteron :
interview de
Sylvain Moretti

5-6

La CAPER 04 ne lâche
rien + l'article
« L'éloge des
syndicats »

7

Journée d'étude
du 21 avril

8



EDITO

Numéro
Mars 2015

Les salariés du site Sanofi de Sisteron ont débrayé quotidiennement, deux heures par poste, pendant cinq semaines. Leurs revendications ? Une prime de 120 euros par personne pour les postés, bien loin des 0,3 % d'augmentation concédée au niveau du groupe, soit une largesse de 0,50 centime d'euros par jour. « 95 % des salariés concernés ont participé au mouvement ». La direction a fait la sourde oreille et refusé de négocier. Pourtant, si le groupe est avare sur les augmentations de salaires, il se montre bien généreux avec les actionnaires ». Au cours du mouvement, le géant pharmaceutique français a en effet dévoilé des résultats et des perspectives plus que positifs. Le groupe a réalisé un chiffre d'affaires annuel, à 33,8 milliards d'euros, en hausse de 4,9 % à taux de change constant.

Le résultat net des activités est en hausse à 6,847 milliards d'euros, soit + 2,4 % par rapport à 2013. Et surtout, Sanofi a versé 3,7 milliards d'euros de dividendes et dilapidé 1,8 milliard en rachat-annulation d'actions. Et il y a cette phrase qui claqué comme une gifle : « La direction propose une nouvelle augmentation des dividendes pour les actionnaires passant de 2,8 à 2,85 soit la 21e année de hausse », précisait la direction dans un communiqué.

Alors que Sanofi annonce des résultats financiers toujours en hausse et bénéficie des largesses de l'état (136 millions d'euros au titre du CICE et du CIR en 2013), « la direction a osé annoncer zéro en augmentation générale et 1,5 % en augmentation collective, autant dire des miettes pour l'ensemble des salariés du groupe ». Le calcul est édifiant : « 5,5 milliards d'euros donnés aux actionnaires, divisés par les 110 000 salariés de Sanofi dans le monde, cela fait 50 000 euros versés grâce au travail de chaque salarié. C'est de la folie ! Et on ne trouverait pas les moyens

de débloquer quelques pourcentages à une augmentation collective ou pour l'emploi ? », « Alors que depuis 2009, le laboratoire a détruit quelque 4 800 emplois en CDI, sans compter les emplois induits ». Et rien ne dit que la direction ne continuera pas sur cette voie. Son PDG, Serge Weinberg, a en effet indiqué à la presse, lors de la présentation des résultats annuels, que si Sanofi n'a actuellement « aucun plan particulier » de réorganisation de ses activités en France, il « n'a pas pris d'engagements » sur une « stabilité des effectifs ».

C'est dans ce contexte que nos camarades ont fait face avec dignité le 3 mars, lorsque nous avons assisté à une provocation sans nom de la Direction de SANOFI. En effet celle-ci a appelé les salariés à la journée, qui ne sont pas partie prenante au mouvement, à venir participer à l'assemblée générale des salariés en grève. La direction a cultivé une opposition entre ces salariés, en menaçant de fermer le site à cause de ceux qui réclame 120 euros. Aller sur ce terrain était irresponsable de la part de cette direction. Comment pousser au crime des salariés qui en grève depuis 1 mois, subissent la pression psychologique interne et externe, sont fatigués de l'incertitude du lendemain, subissent la pression de la perte de salaire en leur opposant des jaunes qui applaudissent la prise de parole du directeur. Au nom de l'UD CGT 04 j'ai interpellé Madame le Préfet pour l'alerter sur les risques d'une telle démarche. Le 5 Mars 2015, au bout de 5 Semaines de luttes éprouvantes, les salariés grévistes de SANOFI CHIMIE Sisteron ont obtenu satisfaction. Le syndicat adressait le communiqué suivant « Le syndicat CGT souhaite remercier tous les grévistes et tous les soutiens qu'ils ont eu durant leur lutte. ...Suite de l'édito à la page 2

Suite de l'édito :

Nous ne remercions jamais assez le futur patron du groupe SANOFI et ses 4 Millions € qui nous a permis une médiatisation nationale. Merci aux anonymes, aux salariés, aux syndicats CGT, SUD, SD, aux partis politiques PCF, NPA, FDG, à notre fédération chimie, notre confédération et son secrétaire Général, à l'ud 04, l'UL de Sisteron cgt aux habitants de Sisteron, Merci aux syndicats CGT d'Unilever, à la CGT des retraités..... à vous tous. Merci à tous ceux que nous oublions. Nous sommes fiers des travailleurs des sites de Sisteron et Mourenx, et nous les remercions de leur confiance. Notre espoir et de voir d'autres mouvements réussir, nous sommes la preuve que l'unité des travailleurs et bien plus forte que la finance qui ruine nos industries. Merci aux Fralib pour nous avoir donné espoir..... Merci à mes camarades du syndicat CGT Sisteron Mourenx. Nous pensons aussi aux anciens du syndicat, une pensée à Guy et aussi à Danielle disparue, merci à toi Roselyne.

Ce groupe SANOFI va mal, vous l'avez crié pour le faire entendre, bien sûr tous les salariés n'ont pas compris notre ras le bol qui s'exprimait dans notre lutte, mais au vu du résultat, qui pourra nous accuser de ne penser qu'à nous :

80 € net sur une prime de poste supplémentaire avec rétroactivité au 1er janvier 2015.

2 transformations de CDD en CDI en production, 1 transformation de CDD en CDI au Labo de contrôle
Récupération des heures de grève sous forme de RTT ou congé sans perte des éléments variables.

L'engagement de la direction de faire des investissements massifs pour l'amélioration des conditions de travail. Et dans les mois à venir des embauches en CDI sur la totalité du site.

Une pensée à notre collègue s'étant donné la mort sur son lieu de travail sur le site de SANOFI RECHERCHE Strasbourg. Bien triste nouvelle, nous ne voulons plus jamais voir cela.

Tout au long de ce conflit la CGT, toute la CGT a soutenu les salariés. Nous avons réaffirmé à tous les salariés, que notre CGT, ne jouera jamais l'opposition entre eux. La réalité est ailleurs la rente et le capital ou le travail il faut choisir, oui le problème c'est le coût du capital pas celui du travail.

C'est avec cette détermination que dans les Alpes de Haute Provence les structures départementales de FO, de la CGT, de la FSU et de Solidaires ont décidé de tout mettre en œuvre pour réussir une journée de grève et de manifestations le 9 avril 2015.

Les impasses de la politique d'austérité et la surenchère du MEDEF ne peuvent rester sans réponse ni mobilisation nationale. Le « pacte de responsabilité », la rigueur budgétaire, la réforme territoriale, le projet de loi libérale « Macron » ainsi que plusieurs décisions des pouvoirs publics et du patronat aggravent la situation des salariés, des retraités, des chômeurs.

Dans notre département, la destruction de pans entiers du tissu industriel, le démantèlement des services publics, les suppressions d'emplois et de postes, la stagnation des salaires et le gel du point d'indice des fonctionnaires, des retraites et pensions constituent autant de raisons pour appeler à la grève.

La politique d'austérité ne règle aucun problème bien au contraire ! Le taux de chômage départemental s'établit à 12% de la population active et le nombre de chômeurs de plus de 50 ans a augmenté de 13% en 2014 ! (sources : DIRECCTE PACA)

ENSEMBLE LE 9 AVRIL A PARIS POUR UNE DELEGATION CGT 04. SE TIENDRA EGALEMENT UN RASSEMBLEMENT A DIGNE DEVANT LA PREFECTURE A 11H00 POUR DIRE NON A CETTE POLITIQUE GOUVERNEMENTALE ET PATRONALE !

Alain Bard, SG UD CGT 04



Toutes et tous en grève le 9 avril !

Qui a lancé un appel à la grève ?

Le 9 avril 2015, la CGT, avec FO et Solidaires, appelle l'ensemble des salariés du public et du privé à une journée de grève et de manifestation interprofessionnelles.

Pourquoi ?

Aujourd'hui, la politique du gouvernement qui trouve son incarnation dans le « pacte de responsabilité », la rigueur budgétaire, la réforme territoriale, nombre de dispositions du projet de loi libérale « Macron » ainsi que dans plusieurs décisions des pouvoirs publics et du patronat, aggrave la situation des salarié(e)s, des retraité(e)s et des chômeurs(es).

Que revendiquent la CGT et les autres organisations ?

Il faut combattre et réduire le chômage, permettre la création d'emplois, en changeant de politique économique. Préserver les droits et tous les régimes sociaux, garantir et promouvoir le service public, augmenter les salaires (secteurs public et privé), les retraites, les pensions et les minima sociaux, constituent des priorités sociales, de surcroît en période de crise.

Comment faire pour aboutir sur ces revendications ?

Agir tous ensemble ! C'est le sens de cet appel à la grève permettre aux salariés du privé aux agents de la fonction publique d'intervenir ensemble pour peser sur les choix gouvernementaux et permettre aux autres choix portés par les organisations syndicales d'être entendus.



10 bonnes raisons de se mobiliser le 9 avril

- 1 Parce que je veux vivre de mon travail
- 2 Pour en finir avec le blocage des salaires des fonctionnaires
- 3 Pour exiger l'égalité effective des salaires entre les femmes et les hommes
- 4 Pour préserver nos retraites complémentaires sans reculer l'âge de la retraite
- 5 Pour que les richesses créées ne soient pas pillées par les actionnaires
- 6 Pour développer et renforcer les services publics locaux
- 7 Pour augmenter les salaires et relancer l'économie
- 8 pour dire non au projet de loi Macron
- 9 Parce que pour gagner, il faut lutter
- 10 parce que ma Sécu, ma retraite, ma santé j'y tiens

L'hôpital de Digne en lutte

L'AVENIR APPARTIENT
À CEUX QUI LUTTENT !

Loi HPST, Pacte de responsabilité, loi Macron et prochainement Loi santé, autant d'ingrédients pour impulser des Contrats de Retour à l'Equilibre Financier (CREF). Cette année, l'hôpital de Digne subit le sien. Les conditions de travail des personnels attaquées, entre autre, par la suppression de RTT et donc la suppression de postes a mobilisé 300 agents lors de 3 assemblées générales.

La Direction recule et présente un nouveau CREF "socle" et annonce qu'il y aura des avenants !!!

Si les conditions de travail et l'emploi sont des enjeux qui concernent les salariés, le maintien de l'accès aux soins de proximité est l'affaire de tous.

La suppression de jours de RTT, présentée par la Direction comme une « hypothèse » est dores et déjà effective pour certains services.

C'est pourquoi, tous les mardis, les salariés se réunissent pour protester contre le CREF, mais aussi pour dire leurs souffrances, pour interpellier les médecins, l'Agence Régionale de Santé, pour dénoncer des dysfonctionnements. Aux arguments économiques, les personnels continuent de répondre qualité des soins, de la prise en charge, accueil des patients.

La CGT continue à les accompagner dans cette démarche volontaire et positive. D'autres voies sont possibles ; ce sont des choix qui sont à faire, pas une fatalité.

Il est à regretter que l'intersyndicale ne soit plus suivie de tous les syndicats.



Interview - Sylvain Moretti, CGT Sanofi : "nous avons gagné tous ensemble et rien ne sera plus jamais comme avant !"

1/ Sylvain, peux-tu nous expliquer comment s'est préparé ce mouvement ?

« Au niveau des NAO, c'est un travail qui a commencé l'année dernière. Nous avons eu 0% d'augmentation générale pour 2014. C'était la première fois dans l'histoire du groupe. Il s'agit d'une négociation de groupe sur plus de 40 sites. N'ayant pas eu gain de cause, malgré une mobilisation des salariés,, la question était de savoir comment s'organiser en 2015.

Nous avons discuter avec les salariés et avons décidé de partir sur une revendication locale sur le site de Sisteron / Mourenx.

Le site de Mourenx dépend de Sisteron malgré sa localisation dans les Pyrénées. Nous dépendons d'une direction et d'un comité d'entreprise communs.

A partir de là, nous avons commencé des NAO en 2015 au mois de janvier. Il a encore été décidé par la direction de pratiquer 0% d'augmentation générale ainsi

que des augmentations individuelles en baisse de 25% par rapport à 2014.

Suite à ces annonces de la direction, des AG ont été réalisées avec l'ensemble des salariés. Lors de ces AG, ouvertes à tous les salariés, ce sont les salariés postés qui sont venus, ils sont au cœur de la production. Une décision collective a été prise à cette occasion, les 20 et le 21 janvier, afin de revendiquer une augmentation mensuelle de 120 euros sur l'ensemble des primes de poste. »

2/ Comment s'est déroulé le mouvement de grève ?

« Les salariés et le syndicat CGT ont mandaté une délégation afin de porter la revendication de la prime à 120 euros auprès de la direction avec un ultimatum ainsi qu'un arrêt de travail en perspective. Le lundi 2 février a commencé un mouvement de grève de 2h00 par jour sur tous les postes tous les jours. 90% du personnel postés s'est mis en grève paralysant totalement la production.

S'en sont suivies 5 rencontres pour négocier avec la direction. Dès le départ, le souhait de la direction a été que l'AG de l'ensemble des salariés soit souveraine afin de prendre les décisions. La délégation a été constituée pour moitié d'élus CGT et pour moitié de salarié afin d'être représentative du mouvement.

La 1ère rencontre : au bout de 2 semaines de conflit, la direction a proposé 30 euros de tickets restaurant. La proposition a été refusée par les salariés grévistes.

La 2ème rencontre : 60 euros de Tickets restaurant. Egalement refusé.

La 3ème rencontre : 40 euros brut fixe de prime et 60 euros euros variable en fonction des résultats. Proposition encore refusée.

La 4ème rencontre : 60 euros brut fixes de prime et 20 euros de prime variable.

Cela a été aussi refusé par les salariés.

La 5ème rencontre : La direction propose 80 euros de primes quelque soit le contrat du salarié, 3 CDI (2 en production et 1 labo/production), le paiement rétroactif de la prime au 1er janvier, aucune perte de salaire pour les heures de grève, et des investissements pour l'avenir.

Les salariés ont assisté cette proposition lors d'une AG et voté la reprise du travail à l'unanimité. Il avait été décidé d'être dans l'unité dès le départ : rentrer ensemble et sortir tous ensemble. »



3/ Quels enseignements peut-on en tirer ?

« Nous avons démontré lors de cette lutte que lorsque nous sommes unis, tous ensemble, pendant une période, on peut faire plier une direction d'un ogre du CAC 40 qui n'a pas l'habitude de céder quoi que ce soit.

Nous avons pu démontrer également que le travail est la seule source de richesse. Et lorsque nous arrêtons cette richesse, et que nous arrêtons de travailler, alors on touche à leur porte-monnaie. Cela montre la valeur de notre travail.

La grande fierté collective du mouvement, c'est que rien n'a pu casser cette unité, malgré toutes les tentatives de la direction. Les courriers personnels reçus à la maison, les mails à l'ensemble du site en dénigrant le mouvement et en désinformant les personnels, la peur, les tentatives de division des salariés...rien n'y a fait ! Les salariés et la CGT n'ont pas répondu aux provocations. Notre unité était forte et légitime. Nous sommes sortis du conflit au moment où nous l'avons choisi. »



4/ Comment vois-tu les choses pour l'avenir ?

« Pour le futur, il y aura un avant et un après mouvement. La direction ne pourra plus se comporter comme l'a fait avec les salariés postés. Les salariés avaient très peu de considération.

Pour l'avenir, il y a des craintes liées à l'absence d'un incinérateur digne du 21ème siècle. La prochaine étape sera donc de demander un incinérateur afin de pérenniser la situation du site.

Au delà de l'incinérateur, l'objectif sera de remettre en cause la politique générale du groupe qui par ses suppressions constantes de postes dans la recherche, l'industriel, et la visite médicale met en péril l'ensemble des sites Sanofi en France et au delà.

Le manque de recherche fait que nous n'avons pas de nouveaux produits. Le démantèlement de la visite médicale fait que nous aurons moins de force de vente sur l'ensemble des produits et notamment matures (qui remplissent en grande partie nos usines).

Pour conclure, je dirais que toutes ces décisions de la direction ont été prises pour faire un maximum de profit. Sanofi, c'est la première entreprise française de santé. A la CGT, nous pensons que le Cash doit servir à faire de la santé mais que la santé ne doit pas servir à faire du Cash. »



SANS LA CGT



AVEC LA CGT



La CAPER 04 ne lâche rien !!!

Blocage de l'entrée du site les matins, suite à la décision par Arkema de mettre en application le rendu de justice de la cour d'appel d'Aix-en-Provence, et envoi d'une Lettre à Monsieur Le Henaff PDG du groupe pour demander un entretien. Les retraités concernés devront donc restituer une partie des sommes perçus au titre du préjudice d'anxiété, sommes que seraient reversées par Arkema à des œuvres caritatives. Après la rencontre infructueuse du 4 mars avec le numéro 4 de la société, Monsieur De Warenn et les élus de la commune, le CAPER décide donc de reconduire le mouvement de blocage de l'entrée de l'usine de Saint-Auban. Une seconde réunion en préfecture, permet de débloquent temporairement la situation, dans l'attente d'une rencontre entre les avocats des deux parties.

.....



Vous trouverez dans cet article du Monde diplomatique paru il y a quelques jours les raisons de développer la syndicalisation et les motivations pour construire de partout la CGT ↓

Eloge des syndicats

« Puisque chacun prétend se soucier de l'envol des inégalités, pourquoi cette analyse du Fonds monétaire international (FMI) est-elle passée à ce point inaperçue (1) ? En raison de ses conclusions ? Dans une étude présentée en mars dernier, deux économistes issues de ce temple du libéralisme relèvent « l'existence d'un lien entre la baisse du taux de syndicalisation et l'augmentation de la part des revenus les plus élevés dans les pays avancés durant la période 1980-2010 ». Comment expliquent-elles ce lien ? « En réduisant l'influence des salariés sur les décisions des entreprises », l'affaiblissement des syndicats a permis d'augmenter la part des revenus constitués par les rémunérations de la haute direction et des actionnaires ».

Selon ces économistes du FMI, « une moitié environ » du creusement des inégalités que les libéraux préfèrent traditionnellement attribuer à des facteurs impersonnels (mondialisation, technologies, etc.) découlerait du déclin des organisations de salariés. Doit-on s'en étonner ? Quand le syndicalisme, point d'appui historique de la plupart des avancées émancipatrices, s'efface, tout se dégrade, tout se déplace. Son anémie ne peut qu'aiguiser l'appétit des détenteurs du capital. Et son absence, libérer une place qu'envahissent aussitôt l'extrême droite et l'intégrisme religieux, s'employant l'une comme l'autre à diviser des groupes sociaux dont l'intérêt serait de se montrer solidaires.

Or l'effacement du syndicalisme ne tient ni du hasard ni de la fatalité. En avril 1947, alors que l'Occident s'apprête à connaître trente ans de prospérité un peu

mieux partagée, Friedrich Hayek, un penseur libéral qui a marqué son siècle, dresse déjà la feuille de route de ses amis politiques : « Si nous voulons entretenir le moindre espoir d'un retour à une économie de liberté, la question de la restriction du pouvoir syndical est une des plus importantes. » Hayek prêche alors dans le désert, mais quelques décennies plus tard, grâce à l'intervention directe et brutale de deux de ses admirateurs, Ronald Reagan et Margaret Thatcher, lors de conflits du travail marquants (les contrôleurs aériens américains en 1981, les mineurs britanniques en 1984-1985), le « pouvoir syndical » a rendu l'âme. Entre 1979 et 1999, le nombre annuel de grèves impliquant au moins mille salariés passe aux Etats-Unis de deux cent trente-cinq à dix-sept, celui des jours de travail « perdus », de vingt millions à deux millions (2). Et la part du salaire dans le revenu national recule... En 2007, sitôt élu président de la République M. Nicolas Sarkozy fait à son tour voter une loi restreignant le droit de grève dans les services publics.

L'année suivante, il pavoise tel un gamin hilare : « Désormais, quand il y a une grève en France, personne ne s'en aperçoit. » En bonne logique, l'étude du FMI aurait dû insister sur l'urgence sociale et politique de renforcer les organisations de salariés. Elle estime plutôt qu'« il reste à déterminer si l'accroissement des inégalités dû à l'affaiblissement des syndicats est bon ou mauvais pour la société »... Ceux qui ont déjà une petite idée de la réponse en tireront sans effort la conclusion qui s'impose. »

(1) Florence Jaumotte et Carolina Osorio Buitron, « Le pouvoir et le peuple » (PDF), Finances & Développement, Washington, DC, mars 2015.

(2) George Melloan, « Whatever happened to the labor movement ? », The Wall Street Journal, New York, 4 septembre 2001.

INVITATION

JOURNEE D'ETUDE SUR LA FORMATION PROFESSIONNELLE

MARDI 21 AVRIL 2015

L'UD CGT 04 organise le 21 avril 2015 une grande journée d'étude sur la formation professionnelle.

La formation s'appréhende sous l'angle de la Femme et de l'Homme, Citoyen et Travailleur.

Notre objectif lors de cette journée sera que chaque militant et syndicat s'approprient les questions de formation en termes de dispositifs, d'aspects revendicatifs, et de positionnement dans les instances.

Accéder à une formation qualifiante, progresser d'un niveau de qualification, maintenir ses qualifications ou en acquérir d'autres, s'adapter aux mutations de la société, s'adapter à une rupture d'emploi, bénéficier de formations émancipatrices favorisant un exercice souverain de sa citoyenneté dans l'entreprise comme en dehors...voilà de manière non exhaustive les objectifs de la formation professionnelle.

Pour y parvenir, les salariés doivent avoir des possibilités d'initiatives individuelles garanties collectivement et leurs représentants doivent pouvoir peser en matière de définition et de contrôle de la politique de formation de l'entreprise.

Cela nous conduira ensuite à comprendre les enjeux de la réforme récente de la formation professionnelle (5 mars 2014) et pourquoi la CGT n'a pas signé l'ANI (Accord National Interprofessionnel). Cependant, de nombreuses règles changent à compter du 1er janvier 2015, comme le Compte Personnel de Formation (CPF) ou le Conseil en Evolution Professionnelle (CEP). Le système de financement est également modifié en organisant un désengagement financier des entreprises.

Les élus et mandatés du département ainsi que les membres des CE de l'UD et des UL du 04 sont invités à participer à cette journée d'étude :

MARDI 21 AVRIL 2015 DE 9H30 A 16H30 à Château Arnoux (salle des fêtes)

Inscrivez vous rapidement
afin que nous puissions donner
le nombre de repas au traiteur
Merci

Contact :

Email : volait.cedric@orange.fr

Tel : 06 74 59 14 52

